

APRÈS LA PRISE DU POUVOIR PAR LES BOLCHEVIKS...

LES COMITÉS DES PAYSANS PAUVRES

Ainsi, par la ruse et le mensonge prémédités, des bolchéviks s'emparent du pouvoir et imposent l'administration soviétique. Pour faire quoi? Nous le verrons plus loin.

Tout d'abord, notons que la liquidation de la propriété foncière prit la forme d'un mouvement spontané des populations rurales. Les paysans aisés prirent une part active à cette première étape de la révolution agraire.

Après la dissolution de la Constituante fut promulguée la «*loi fondamentale sur la terre*» le 19 avril 1918. Cette loi abolissait le droit de propriété sur le sol, le sous-sol, les forêts et les forces vives de la nature, qu'il s'agisse de la grande propriété ou du lopin de terre du petit cultivateur. Désormais ne pouvaient avoir de la terre en jouissance que ceux qui la cultivaient sur la base du travail égal pour tous.

Selon les renseignements de l'*Office Central de l'Administration agraire*, les paysans de la Russie européenne qui possédaient avant la révolution 94,7 millions de déciatines (1), se virent octroyer 21,4 millions de déciatines supplémentaires, ce qui augmentait leur fonds terrien de 22,6%. Mais en même temps, il y eut un exode massif des habitants des villes vers la campagne (on a compté 8 millions de citadins ou semi-citadins revenus à la campagne) qui réclamèrent à leur tour un lopin de terre. De sorte, que partagées entre des millions de paysans, les terres domaniales, pourtant considérables, ne donnèrent que des gains insuffisants de terre par paysan (ne dépassant pas dans la plupart des régions une demi-déciatine) (2). Il faut ajouter que le partage concernait non seulement les terres domaniales, mais aussi des fermes isolées occupées par des cultivateurs aisés.

«*La réforme agraire eut donc surtout pour effet d'abolir dans les campagnes les survivances de l'époque féodale*», selon l'expression du communiste Messiatsev, car en effet au moment de la réforme de 1861, la noblesse rurale n'en conservait pas moins une série de privilèges d'ordre économique, ainsi qu'une influence prépondérante dans l'administration et la représentation des campagnes. En Octobre 1917, le pouvoir de la noblesse fut définitivement aboli.

LE COMMUNISME DE GUERRE À LA CAMPAGNE

Alors qu'au cours de ses huit mois d'existence le Gouvernement Provisoire avait fait rentrer, pour les besoins de l'armée et du pays, une moyenne mensuelle de 738.000 tonnes de blé, après la révolution d'Octobre, le rythme de ces rentrées fut le suivant, en milliers de tonnes: novembre 1917, 641; janvier 1918, 136; mai 1918, 3; juin 1918, 2.

Après juin, les rentrées cessèrent. Elles avaient diminué au fur et à mesure que le gouvernement soviétique avait accru son contrôle sur le ministère du Ravitaillement, créé par le Gouvernement Provisoire.

(1) Déclatine: 1 ha 0925.

(2) Knipovitch, «*Trois années d'activité du Commissariat à l'Agriculture*», 1917-1920, Moscou.

Le 21 décembre, les commissaires du peuple Sverdlov et Schlikhter ordonnèrent télégraphiquement à tous les soviets locaux de former des commissions d'approvisionnement. Ils devaient prendre immédiatement sous leur contrôle les services du ravitaillement, ces services créés par le Gouvernement Provisoire devant être dissous. Les rentrées de blé tombèrent immédiatement, comme nous l'avons dit plus haut. Malgré l'existence dans le pays d'importantes réserves de blé, la famine s'installa dans les grands centres industriels comme Pétrograd, Moscou et d'autres villes situées en dehors des Terres Noires.

Au mois de juin 1918, Lénine constatait *«Pitier (Péetrograd) et Moscou et des dizaines de districts ont faim et sont en proie au typhus dû à la sous-alimentation et à la famine, des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans russes sont en train de périr»*. Plus tard, Lénine disait: *«les sacrifices que supportèrent à ce moment la classe ouvrière et la paysannerie furent, disons-le, surhumains. A aucun moment la classe ouvrière n'avait connu une famine comparable à celle qu'elle éprouva au cours des premières années de sa dictature»* (V. Lénine, *Œuvres complètes*, t.XV, p.283, 316, 176).

Or, il y avait des céréales dans le pays, mais elles n'arrivaient pas jusqu'aux citoyens. Le commerce privé était aboli et les services de ravitaillement ne fonctionnaient plus. C'est à ce moment qu'apparurent des *«mechotchnikis»*, c'est-à-dire des femmes et des hommes qui se rendaient en chemin de fer dans les campagnes pour acheter des produits alimentaires. Cependant Lénine et les autres leaders du bolchevisme ne voulaient pas reconnaître que la famine était provoquée par leur politique; dans les discours officiels ils accusaient la *«guerre impérialiste»* d'avoir provoqué une *«calamité mondiale»* (V. Lénine, *Œuvres complètes*, t.XV, p.305, 307, 312, t.XVI, p.372.)

La politique alimentaire du pouvoir soviétique fut définie par les décrets du 13 mai et du 11 juin 1918 et du 2 avril, le 6 et 20 août 1918 et le 11 Janvier 1919.

Le décret du 13 mai 1918 mettait en vigueur la loi sur le monopole du blé, promulguée dès le 26 mars 1917 par le Gouvernement Provisoire et qui n'avait jamais été appliquée, même par le gouvernement soviétique, jusqu'au 13 mai 1918. Cette loi obligeait chaque détenteur de blé à déclarer dans le délai d'une semaine et à céder à l'Etat, aux prix décrétés par le gouvernement, les quantités de céréales dépassant ses besoins jusqu'à la nouvelle récolte d'après les normes officielles fixées pour la consommation et l'ensemencement.

Le décret invitait tous les paysans travailleurs et non possédants à se grouper sans délai pour mener une lutte contre les koulaks qui avaient du blé et ne le livraient pas; ce même décret les déclarait ennemis du peuple, qu'il fallait envoyer en prison pour dix ans au moins, ordonnait de confisquer le blé et de chasser les possédants de la communauté paysanne. En cas de résistance lors des réquisitions, le décret autorisait l'emploi de la force armée.

Le 11 juin 1918 fut publié un décret sur *«l'Organisation des paysans pauvres et l'approvisionnement de ceux-ci en blé, articles de première nécessité et instruments agricoles»*. Le but de ce décret était l'organisation de comités des paysans pauvres qui devaient prêter leur concours aux services du ravitaillement, pour obliger les paysans à livrer leurs excédents de céréales et en même temps procéder à la répartition du blé, des objets de première nécessité et des instruments agricoles. Ces derniers devaient être livrés par l'Etat en compensation du blé livré au ravitaillement. Mais dans les instructions qui accompagnaient le décret, il était dit que *«la remise directe des marchandises aux entreprises agricoles n'est autorisée en aucun cas. Les marchandises devaient être réparties parmi la population nécessiteuse au sein de l'organisation de canton et de rayon, afin d'encourager les paysans qui n'ont pas de blé à faire pression sur ceux qui en ont pour les forcer à le livrer»*.

Les comités des paysans pauvres furent impuissants à collecter suffisamment de blé. Alors Lénine lança un appel aux ouvriers pour qu'ils organisent une *«croisade»* du blé. C'est ainsi que naquirent les groupes mobiles de ravitaillement, formés de volontaires recrutés parmi les ouvriers et paysans loyalistes, membres des comités des pauvres.

Le 27 juin, le *Conseil des syndicats ouvriers de Moscou* nomma une commission militaire de ravitaillement, transformée ensuite en *Bureau militaire de Ravitaillement*, auprès du *Conseil Panrusse et*

moscovite des syndicats. Le 6 août fut publié un décret sur l'organisation des groupes mobiles d'ouvriers et paysans pauvres chargés de visiter les régions productrices.

Le 20 août parurent les instructions aux groupes mobiles. D'après ces instructions, chaque groupe mobile devait comprendre au moins 75 hommes et disposer de trois mitrailleuses.

La liaison entre les groupes devait être assurée par la cavalerie. Un commissaire politique arrivant dans un village avec son groupe mobile devait rassembler tous les paysans pauvres et les inviter à former un comité chargé de collecter le blé et d'en contrôler la répartition en même temps que celle des articles manufacturés entre les nécessiteux. Le *Comité des pauvres*, conjointement avec le commissaire politique, donnait ensuite l'ordre à la population de livrer toutes les armes en sa possession, dont une partie était remise au Comité nouvellement constitué. Une partie du blé récolté restait sur place pour être répartie, le reste devait être acheminé vers les centres de ramassage.

LES FONDEMENTS SOCIALISTES SELON LÉNINE

Au VI^{ème} congrès des Soviets, Lénine constata que *«la révolution d'Octobre telle qu'elle était accomplie dans les villes, ne fut dans les campagnes une véritable révolution d'Octobre qu'en été et en automne 1918»* (Lénine, *Œuvres complètes*, t.XV, p.500). Quant au décret sur le ravitaillement, Lénine écrivait: *«La collecte du blé doit être la base de notre activité. Il faut la réaliser jusqu'au bout. Ce n'est que lorsque nous aurons résolu ce problème et bâti ainsi les fondements socialistes que nous pourrons construire sur eux le bel édifice du socialisme que plus d'une fois nous avons tenté d'édifier et qui, plus d'une fois, s'est effondré»* (Lénine, *Œuvres complètes*, t.XXIV - p.569-570).

On croit rêver en lisant ces lignes insensées. Croyait-il vraiment qu'il était possible de construire un régime quelconque - ne parlons déjà pas d'un socialisme - sur des réquisitions pures et simples des fruits du travail des paysans?

En réalité, la situation du prolétariat, et en général de la population urbaine, était des plus graves et des réquisitions pouvaient ou devaient même s'imposer pour sauver ne fût-ce que provisoirement la situation, mais de quel socialisme pouvait-il s'agir dans cet état de choses tragique que Lénine proposait comme système?

Nous pensons que les générations vivant après Lénine ont le droit de poser cette question à ceux qui se présentent comme ses successeurs.

Cependant, parmi les mesures prises pour assurer le ravitaillement, ni la collecte du blé à la taxe, ni les échanges ne donnèrent de résultat. La première à cause de la dévaluation presque totale du rouble, la seconde en raison de la faible quantité d'articles industriels qui fut répartie dans les campagnes et ne couvrit même pas 20% des produits agricoles que l'imposition forcée permit de récupérer. *«Cette répartition se fit à titre individuel, sans aucune corrélation avec les quantités de blé livré. Elle favorisa ceux qui en avaient le moins produit et moins encore livré»* (V. Froumkine, *«Echange, Coopération, Commerce»*, Moscou, 1921, p.7-8.)

Les comités des paysans pauvres furent peu efficaces sur le plan du ravitaillement. Renforcés par les réfugiés des régions consommatrices, ils tentèrent en automne et en hiver de redistribuer à leur profit des terres, du bétail, de l'outillage et des réserves de blé, s'appropriant tous les articles destinés à l'échange. Fréquemment, ils gardaient le blé enlevé aux cultivateurs et n'envoyaient rien aux villes affamées, de sorte que le VI^{ème} congrès des Soviets (6-9-novembre 1918) dut les dissoudre en tant qu'organismes d'Etat sur le territoire de la R.S.F.S.R. et rétablir dans leurs droits les soviets ruraux. Mais en Ukraine, sous une forme quelque peu différente, ils continuèrent à exister même sous la NEP et ne furent réorganisés qu'en 1925.

Quant aux groupes mobiles de ravitaillement, ils étaient les seuls à donner un résultat positif. En 1918-1919, l'armée de ravitaillement eut un effectif qui, selon les nécessités de l'heure, évoluait entre 20.000 et 45.000 hommes. Dans le compte rendu du commissariat du Ravitaillement pour 1918-1919, on trouve l'appréciation suivante des résultats obtenus: *«Tous les rapports de comités provinciaux de*

ravitaillement s'accordent à reconnaître que les livraisons volontaires de blé ont pour ainsi dire été nulles, et ce n'est que dans les contrées où les groupes mobiles de ravitaillement ont opéré qu'on a pu recenser et récolter des excédents de blé» et «d'une manière générale les comités provinciaux de ravitaillement signalaient qu'à l'avenir il ne sera pas possible d'exercer le monopole du blé sans le concours des troupes de ravitaillement organisées et rigoureusement disciplinées» (Deuxième année de lutte contre la famine, Moscou, 1919) (3).

FAMINE GÉNÉRALE ET DÉTRESSE PAYSANNE

Ces groupes mobiles, les «*prodotriady*», furent dissous par une ordonnance du *Conseil du Travail et de la Défense* en date du 21 avril 1920. Désormais, le soin de recourir à la force pour récolter des excédents et pour diriger des repréailles contre le «*mechotchnikis*» fut confié aux troupes spéciales de la Tchéka.

La nature même de l'activité des *Comités de paysans pauvres* attira les éléments douteux de la campagne et souvent des ivrognes chroniques. Ces éléments, par leurs procédés déloyaux, contribuèrent fortement à maintenir l'atmosphère de la guerre civile dans les villages avec toutes les horreurs qui s'ensuivirent. Rappelons que ces Comités avaient le droit de garder pour eux une partie des céréales réquisitionnées ainsi que des marchandises industrielles venant des villes. Ils étaient donc intéressés à arracher aux paysans le plus possible de céréales sans aucun rapport avec les réelles possibilités des cultivateurs et sans tenir compte de leurs besoins alimentaires ni des réserves pour les semailles.

La première conséquence de ces faits fut la diminution considérable des surfaces ensemencées. Cependant, l'Etat continuait à pomper dans les campagnes les vivres nécessaires au ravitaillement des villes et de l'armée, sans donner quoi que ce soit en échange. Ainsi, en 1920-21, l'Etat stocka 5.600.000 quintaux de céréales au lieu de 800.000 en 1918. Conséquence: en automne 1921, les provinces de l'est, de la Volga, de l'Ukraine se trouvèrent frappées par une effroyable famine qui coûta des millions de vies paysannes.

Les réquisitions étaient également effectuées par des détachements composés de membres du parti venus des villes, qui attiraient une haine farouche des paysans et les cas de meurtre des hommes de ces détachements étaient fréquents.

Il y avait aussi à ce moment des détachements de barrage autour des villes, dont la fonction était de réquisitionner les vivres que des citoyens amenaient sur leur dos dans des sacs, comme résultat du troc contre des objets manufacturés. Ce troc jouait un rôle considérable et était souvent l'unique moyen de ravitaillement des villes. Ces détachements de barrage attiraient eux aussi la haine tant des villes que des villages.

En général, durant la période de la guerre civile, les paysans de condition moyenne, ceux qu'on dénommait les «*seredniaks*», ne savaient de quel côté se tourner, ils étaient contre les Blancs, car ceux-ci favorisaient les propriétaires fonciers qui reprenaient les terres auparavant partagées. Et les Rouges envoyaient des détachements pour réquisitionner des vivres. Que fallait-il faire? De nombreux jeunes paysans menaient une guerre de partisans contre les uns et les autres. Certains mouvements de partisans avaient un caractère nettement politique comme celui de la province de Tambov dirigé par un socialiste-révolutionnaire, Antonov, ou celui de l'Ukraine dirigé par l'anarchiste Nestor Makhno.

Le gouvernement soviétique luttait militairement contre les partisans sans prendre en considération les revendications paysannes qui avaient engendré ces mouvements. Mais, alerté par la famine et l'insurrection de Cronstadt (les marins révoltés avaient inclus dans leurs revendications la suppression immédiate de tous les détachements de barrage et l'octroi aux paysans de la liberté d'action complète sur leur terre, ainsi que le droit d'avoir du bétail qu'ils devaient soigner eux-mêmes sans utiliser le travail de salariés), Lénine abolit brusquement les réquisitions, rendit aux paysans la liberté de vendre leurs produits, à condition de verser à l'Etat un impôt. Ce fut la N.E.P. ou la *Nouvelle Politique Economique*.

Ida METT.

(3) Cité d'après l'*Histoire économique de l'U.R.S.S.* de Serge Prokopovitch.